

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Co-financé
par



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité



Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique

Site de Saint Benoît,
5, rue de Saint Thibault
78610 AUFFARGIS

OBJET DE LA CONSULTATION

**MISE EN ŒUVRE DE TESTS DE DISPOSITIFS TECHNIQUES DE REDUCTION DE CAPTURES
ACCIDENTELLES PAR LA PECHE PROFESSIONNELLE EN FRANCE METROPOLITAINE (ET
CORSE) DANS LE CADRE DE LA REALISATION DES PROJETS FEAMPA ARP (ANALYSE DE
RISQUE PECHE) ET LIFE EMM (ESPECES MARINES MOBILES).**

2025-42M

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de
la commande publique

(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-
5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHE	3
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 5 – NOTIFICATION	3
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 7 – PRESTATIONS SIMILAIRES	4
ARTICLE 8 – ORGANISATION DES PRESTATIONS	4
8.1 - Dispositions générales techniques	4
8.2 – Obligations du titulaire	4
ARTICLE 9 : PRIX	4
9.1 – Nature des prix	4
9.2 – Contenu des prix	4
ARTICLE 10 : OPERATIONS D'ADMISSION	4
ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	4
11-1 : Conditions de paiement	4
11-2 : Modalités d'établissement des factures	4
11-3 : Modalités de règlement	5
11-4 : Cession ou nantissement de créance	5
11-5 : Acomptes	5
11-6 : Réfaction de prix	6
ARTICLE 12 – ASSURANCES	6
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 14 - PROPRIETES ET DROITS D'UTILISATION DES DONNEES	6
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE	6
ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE	7
ARTICLE 17 : REGLEMENT DES LITIGES	7
ARTICLE 18 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	8
ARTICLE 19 : DEROGATIONS AUX CCAG – FCS :	8

* * *

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet de sélectionner des pêcheurs professionnels opérant en France métropolitaine (Corse incluse), disposés à participer activement à la mise en œuvre de tests de dispositifs techniques de réduction des captures accidentelles à bord de leur navire de pêche. Les pêcheurs retenus seront impliqués dans l'installation et l'utilisation de dispositifs techniques de réduction des captures accidentelles, l'acquisition de données en mer, la transmission d'informations et de retours d'expérience sur l'utilisation de ces dispositifs.

Les prestations attendues sont détaillées au cahier des charges techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent marché a pour objet un accompagnement visant à mettre en place des plans d'actions pour réduire les impacts environnementaux.

ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

La présente consultation est une procédure formalisée par appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande, multi-attributaire à prix unitaires et forfaitaires.

Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 dudit code.

Le marché est alloté en 65 lots. Le détail de l'allotissement est explicité à l'article V.2 du CCTP.

Le montant maximum par lot est détaillé à l'article V.2 du CCTP.

Le nombre minimum et le nombre maximum d'attributaires par lot est détaillé à l'article V.2 du CCTP. Les règles de priorisation sont définies dans le RC.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissantes :

- Le(s) contrat(s) de navire valant acte d'Engagement (A.E.) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et réputé connu par le titulaire ;
- L'offre technique du titulaire.

ARTICLE 5 – NOTIFICATION

Le marché est établi en un (1) original dont une copie est délivrée aux titulaires lors de sa notification.

L'acheteur notifie sur son profil acheteur, par voie électronique avec accusé de réception.

La date de réception porte date d'effet du marché.

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE

Pour les lots liés au projet LIFE EMM, la durée du marché est déterminée par le contrat de navire valant acte d'engagement, à compter de sa signature pour une durée de deux (2) ans ou jusqu'au 31 décembre 2028, au premier des deux termes atteint.

Pour les lots liés au projet FEAMPA ARP, la durée du marché est déterminée par le contrat de navire valant acte d'engagement. Le contrat, d'une durée initiale d'un an, pourra être reconduit par avenant annuellement ou jusqu'au 31 décembre 2027, au premier des deux termes atteint.

ARTICLE 7 – PRESTATIONS SIMILAIRES

L'OFB pourra passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées aux titulaires du présent marché, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – ORGANISATION DES PRESTATIONS

8.1 - Dispositions générales techniques

Le titulaire s'engage sur les exigences et spécifications décrites et détaillées au cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire s'engage à informer l'OFB de manière régulière de l'exécution des prestations.

8.2 – Obligations du titulaire

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les rencontres prévues dans le cadre de la prestation. Le titulaire du marché est tenu de produire des livrables, listés au CCTP.

ARTICLE 9 : PRIX

9.1 – Nature des prix

Les prix du marché sont fixés au bordereau de prix unitaires inscrits dans le cadre de réponse technique (CDRT). Ils ne sont pas révisables.

9.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous frais éventuels de déplacements, et toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

ARTICLE 10 : OPERATIONS D'ADMISSION

Les opérations de vérifications s'effectuent selon les modalités définies aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

11-1 : Conditions de paiement

Le prestataire adressera sa facture munie des mentions nécessaires.

11-2 : Modalités d'établissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies, outre les mentions légales, selon les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le **numéro du compte bancaire ou postal** tel qu'il est précisé sur le contrat de navire ;
- la **référence du marché** correspondant à l'engagement juridique concerné ;
- la désignation des prestations exécutées ;

- le prix forfaitaire des prestations facturées ;
- le taux de la TVA en vigueur et le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC des prestations facturées ;
- la date de facturation ;
- le numéro de la facture ;

La (les) facture(s) adressées à l'OFB devront comporter la référence de la commande, ainsi que la référence au projet concerné : pour le LIFE EMM, LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629, pour le FEAMPA ARP, FAM000-885. Elles devront présenter le détail des prestations réalisées et des éléments fournis, conformément aux obligations de l'OFB issues de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 et de la convention de subvention FEAMPA ARP (FAM000- 885) signée par l'OFB et FranceAgriMer le 23/11/2023.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le **portail de facturation dédié « Chorus Pro »** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

en veillant à bien préciser :

- le numéro du marché 2025-42 au titre duquel une demande de paiement est adressée (le numéro d'engagement à renseigner doit correspondre au numéro du marché) ;
- le code service exécutant à utiliser : STB
- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15.
- La référence du projet : se référer au contrat de navire

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

A noter : le cas échéant, une facture ne pourra pas concerner des prestations commandées au titre de plusieurs lots. En ce cas, il devra être établi des factures distinctes.

11-3 : Modalités de règlement

Les prestations, objet du présent accord-cadre, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures et à l'issue de la réalisation de la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en, vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40€.

11-4 : Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique. Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

La Directrice Financière est seule compétente pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la Directrice des Finances
12 cours Louis Lumière – 94300 VINCENNES

11-5 : Acomptes

Le marché pourra donner lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

11-6 : Réfaction de prix

Dans le cas où le titulaire n'honore pas son engagement en terme de nombre de marées et/ou du nombre de jours d'auto-saisie, une réfaction de prix pourra être appliquée au regard du nombre de marées réellement exécutées et/ou du nombre réel de jours d'auto-saisie.

ARTICLE 12 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre de l'exécution du présent marché. Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Le titulaire n'est en aucun cas autorisé à les reproduire ou les diffuser en dehors du cadre de la prestation. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du directeur général de l'OFB.

Cette clause s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Conformément à l'article 51.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 14 - PROPRIETES ET DROITS D'UTILISATION DES DONNEES

Par dérogation à l'article 35 du CCAG / FCS, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

L'OFB devient propriétaire exclusif des résultats.

L'OFB se réserve le droit d'associer les partenaires de son choix à la valorisation et à la diffusion des résultats de la prestation.

L'OFB accorde à l'Union Européenne le droit d'utiliser les Résultats aux fins suivantes : utilisation pour ses propres besoins, distribution au public, traduction, stockage, archivage, demandes individuelles sans droit de reproduction ou d'exploitation, conformément aux articles 13,15 et 16 de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 et de l'articles 10 de la convention de subvention FEAMPA ARP (FAM000-885) signée par l'OFB et FranceAgriMer le 23/11/2023, relatives à la mise en œuvre des projets LIFE EMM et FEAMPA ARP.

Les modalités de droit d'usage des données et protection des données à caractère personnel relatives à chaque projet sont détaillées et cadrées dans les contrats en annexe.

Les droits d'usage des données et la protection des données à caractère personnel sont définis au CCTP et dans les contrats de navire.

ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE

Les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-3 et R2143-6 à 2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 17 : REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement de litiges liés à l'exécution du présent accord-cadre fera l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (C.C.R.A.), dans les conditions prévues à l'article R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du pouvoir adjudicateur contractante :

Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Télécopie : 01 60 56 66 10 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : http://melun.tribunal-administratif.fr/
--

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux Marchés Publics¹

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie statistiques et techniques de l'achat public, secrétariat du CCNRA
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

¹ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

ARTICLE 18 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Sous réserve que ces documents aient pu être récupérés automatiquement, le titulaire devra produire tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- 2) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus pourront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'UGAP à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 19 : DEROGATIONS AUX CCAG – FCS :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 35 du CCAG FCS

Fin du document